

Art. 3. Une période d'exercice à plein temps de la néonatalogie en tant que médecin spécialiste ou en tant que candidat médecin spécialiste, entamée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et se prolongeant après celle-ci, pourra entrer en ligne de compte pour, au maximum, une année de stage au sens du point 7 de la rubrique A de l'annexe à l'arrêté ministériel du 15 septembre 1979, inséré par le présent arrêté, dans la mesure ou la demande à cet effet est introduite dans un délai de six mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 1999.

M. COLLA

Art. 3. Een periode van voltijdse uitoefening van de neonatologie als geneesheer-specialist, welk een aanvang heeft genomen vóór de inwerkingtreding van dit besluit en die doorloopt na deze, kan in aanmerking genomen worden voor ten hoogste één jaar stage in de zin van punt 7 van rubriek A van de bijlage bij het ministerieel besluit van 15 september 1979, ingevoegd bij dit besluit, voorzover de aanvraag daartoe wordt ingediend binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Brussel, 3 mei 1999.

M. COLLA

F. 99 — 2238

[C — 99/22388]

20 AVRIL 1999. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité portant exécution de l'article 22, § 2, a) de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a);

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 79;

Vu le règlement du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité portant exécution de l'article 22, § 2, a) de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, adopté dans sa réunion du 17 mars 1999,

Arrête :

Article unique. Le règlement du Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, portant exécution de l'article 22, § 2, a) de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, en annexe, est approuvé.

Bruxelles, le 20 avril 1999.

Mme M. DE GALAN

Règlement portant exécution de l'article 22, § 2, a,
de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte »
de l'assuré social

Le Comité de gestion du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu la loi du 11 avril 1995 visant à instituer « la charte » de l'assuré social, notamment l'article 22, § 2, a;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance du 17 mars 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Demande de renonciation à la récupération de l'indu, conditions préalables*

Article 1^{er}. L'assuré social auquel a été notifiée une décision de récupération de l'indu, peut introduire une demande de renonciation auprès du Comité de gestion du Service des indemnités; la demande, ainsi que le dossier constitué à cet effet, sont transmis au Comité par l'organisme assureur auquel l'intéressé est affilié.

Pour pouvoir être prise en considération, la demande de renonciation doit avoir été introduite dans les trois mois à compter du jour suivant l'expiration du délai de recours ou de la date à laquelle la décision judiciaire est passée en force de chose jugée.

N. 99 — 2238

[C — 99/22388]

20 APRIL 1999. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van de verordening van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a);

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 79;

Gelet op de verordening van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, aangenomen in zijn vergadering van 17 maart 1999,

Besluit :

Enig artikel. De als bijlage bij dit besluit gevoegde verordening van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, tot uitvoering van artikel 22, § 2, a) van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, wordt goedgekeurd.

Brussel, 20 april 1999.

Mevr. M. DE GALAN

Verordening tot uitvoering van artikel 22, § 2, a, van de wet
van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest »
van de sociaal verzekerde

Het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen van het
Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, inzonderheid op artikel 22, § 2, a;

Na erover te hebben beraadslaagd tijdens zijn zitting van
17 maart 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Vraag tot verzaking aan terugvordering van het onverschuldigde bedrag, voorafgaandelijke voorwaarden*

Artikel 1. De sociaal verzekerde aan wie een beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag werd betekend, kan een verzoek tot verzaking indienen bij het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen; het verzoek, evenals het daartoe samengestelde dossier worden door de verzekeringsinstelling van betrokkene aan het Comité overgemaakt.

Om in aanmerking genomen te kunnen worden, moet de aanvraag tot verzaking ingediend zijn binnen de drie maanden te rekenen vanaf de dag die volgt op het verstrijken van de beroepstermijn of vanaf de dag waarop de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde is getreden.

Art. 2. Le dossier comporte toutes les indications utiles permettant d'établir la bonne foi de la mauvaise foi de l'assuré social. Ce dernier peut faire valoir tout élément qu'il estime pertinent à cet égard et qui sera communiqué par l'organisme assureur au Comité de gestion.

Art. 3. La procédure de renonciation n'est toutefois pas applicable aux catégories d'indus énumérées ci-dessous :

1° les indus dont le montant est inférieur ou égal à dix mille francs;

2° les indus qui correspondent aux indemnités payées après la reprise du travail ou du chômage contrôlé, à compter de la date de reprise ou de fin d'incapacité figurant à l'attestation conforme au modèle repris sous l'annexe VIII au Règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, nommée ci-après la loi coordonnée;

3° les indus qui correspondent à une activité non autorisée telle que visée par les articles 101 et 102 de la loi coordonnée et qui font l'objet d'une procédure spécifique;

4° les sommes pour la récupération desquelles la mutualité était subrogée dans les droits de l'assuré social en vertu des articles 103, § 3 et 136, § 2, de la loi coordonnée, à l'exception de la partie de l'indu visée à l'article 10 du chapitre III, ainsi que les indemnités accordées indûment au titulaire, suite au cumul de celles-ci avec un des avantages visés aux articles 103, § 1^{er} et 104 de la loi coordonnée.

Art. 4. Le dossier comporte également une copie de la reconnaissance de dette signée par l'intéressé ou, à défaut de celle-ci, de la décision de répétition de l'indu notifiée à l'intéressé qui n'aurait pas été contestée dans le délai de recours prévu à peine de déchéance ou une copie du titre exécutoire qui établit l'existence de l'indu ainsi que son importance. En cas de contestation relative à l'indu devant les juridictions compétentes, l'examen du dossier ne pourra être entrepris qu'après l'obtention du titre exécutoire.

Art. 5. Dès la réception du dossier, le Service des indemnités accuse réception de la demande auprès de l'assuré social et le tient informé de l'examen de son dossier.

CHAPITRE II. — *Caractère digne d'intérêt apprécié sur base des revenus du ménage de l'assuré social*

Art. 6. Le caractère digne d'intérêt est déterminé sur base des revenus du ménage du titulaire. Par revenus du ménage, il faut entendre l'ensemble des revenus bruts imposables tels qu'ils sont fixés avant tout abattement ou toute déduction, de chacune des personnes qui font partie du ménage du titulaire.

Art. 7. Lorsque les revenus du ménage sont inférieurs au seuil annuel correspondant au montant visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 août 1997 fixant les conditions de revenus et les conditions relatives à l'ouverture, au maintien et au retrait du droit à l'intervention majorée de l'assurance visées à l'article 37, § 1^{er}, de la loi coordonnée, il est renoncé à la récupération de l'intégralité de l'indu.

Lorsque les revenus du ménage dépassent le seuil supérieur égal à 150 p.c. du montant visé à l'alinéa précédent, aucune renonciation n'est accordée.

Pour la détermination des seuils, il y a lieu de tenir compte du montant visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 août 1997 susvisé, pour chacune des personnes autres que le titulaire qui font partie du même ménage.

Art. 8. Lorsque les revenus du ménage sont compris entre les deux montants ou seuils visés à l'article 6, la renonciation peut être accordée pour la partie de l'indu qui dépasserait la moitié du montant des revenus du ménage diminués de la valeur du seuil inférieur.

CHAPITRE III. — *Cas spécifiques faisant l'objet d'un examen particulier*

Art. 9. Par dérogation aux dispositions du chapitre précédent, il est renoncé à la récupération intégrale de l'indu, quelle que soit l'importance des revenus du ménage, lorsque cet indu est la conséquence de l'assujettissement erroné au secteur des indemnités d'un titulaire de bonne foi. Si le titulaire peut faire valoir des droits à des prestations pour la même période dans le cadre d'un autre régime ou d'un autre législation, la renonciation n'est accordée que pour la partie de l'indu

Art. 2. Het dossier moet alle nuttige aanwijzingen bevatten waarmee de goede of kwade trouw van de sociaal verzekerde kan worden aangetoond. De sociaal verzekerde kan elk element dat hij in dat opzicht relevant acht en dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité zal worden medegedeeld, doen gelden.

Art. 3. De procedure tot verzaking is evenwel niet van toepassing voor de volgende categorieën van onverschuldigde bedragen :

1° onverschuldigde bedragen van minder dan - of gelijk aan tienduizend frank;

2° de onverschuldigde bedragen die overeenstemmen met de uitkeringen, die werden betaald na de werkhervatting of na de hervatting van de gecontroleerde werkloosheid, en dit te rekenen vanaf de datum van de hervatting of van het einde van de ongeschiktheid, vermeld op het getuigschrift, conform het model van bijlage VIII bij de Verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, hierna de gecoördineerde wet genoemd;

3° de onverschuldigde bedragen die betrekking hebben op een niet toegelaten activiteit, als bedoeld in de artikelen 101 en 102 van de gecoördineerde wet waarvoor een specifieke procedure werd ingesteld;

4° de onverschuldigde bedragen voor de terugvordering waarvan het ziekenfonds gesubrogeerd is in de rechten van de sociaal verzekerde krachtens de artikelen 103, § 3, en 136, § 2, van de gecoördineerde wet, met uitzondering van het gedeelte van het onverschuldigde bedrag bedoeld in artikel 10 van hoofdstuk III, en van de uitkeringen die ten onrechte werden toegekend aan de gerechtigde, ingevolge samenloop met één van de voordelen, bedoeld in de artikelen 103, § 1, en 104 van de gecoördineerde wet.

Art. 4. Het dossier moet eveneens een kopie bevatten van de schuldbekentenis, ondertekend door de betrokkene, of bij gebreke hiervan, van de beslissing tot terugvordering van het onverschuldigde bedrag, betekend aan de betrokkene, waartegen geen beroep zou zijn ingesteld binnen de op straffe van verval voorgeschreven termijn, of van de uitvoerbare titel die het bestaan van het onverschuldigde bedrag vaststelt. In geval van betwisting betreffende het onverschuldigde bedrag voor de bevoegde rechtscolleges, zal het dossier pas onderzocht kunnen worden na het verkrijgen van de uitvoerbare titel.

Art. 5. Zodra het dossier ontvangen wordt, meldt de Dienst voor uitkeringen de ontvangst van het verzoek aan de sociaal verzekerde en houdt hem op de hoogte van het onderzoek van zijn dossier.

HOOFDSTUK II. — *Behartigenswaardigheid vastgesteld op basis van het gezinsinkomen van de sociaal verzekerde*

Art. 6. De behartigenswaardigheid wordt bepaald op basis van het gezinsinkomen van de gerechtigde. Onder gezinsinkomen moet het geheel van de belastbare bruto-inkomsten worden verstaan, vóór elke aftrek of vermindering, van iedere persoon die deel uitmaakt van het gezin van de gerechtigde.

Art. 7. Wanneer het gezinsinkomen lager is dan de jaarlijkse drempel, die overeenstemt met het bedrag bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 ter bepaling van de inkomensvoorwaarden en de voorwaarden in verband met de ingang, het behoud en de intrekking van het recht op de verhoogde verzekeringstegemoetkoming, bedoeld in artikel 37, § 1, van de gecoördineerde wet, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigde bedrag.

Wanneer het gezinsinkomen de bovendrempel overschrijdt, die gelijk is aan 150 % van het in het vorige lid bedoelde bedrag, wordt er geen enkele verzaking aan terugvordering toegekend.

Voor het bepalen van de drempels moet er rekening worden gehouden met het bedrag bedoeld in artikel 1, § 1, tweede lid van het voormelde koninklijk besluit van 8 augustus 1997, voor iedere persoon, ander dan de gerechtigde zelf, die deel uitmaken van hetzelfde gezin.

Art. 8. Wanneer het gezinsinkomen tussen de twee bedragen of drempels bedoeld in artikel 6 ligt, kan verzaakt worden aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat de helft van het bedrag van het gezinsinkomen, verminderd met de waarde van de onderdrempel, zou overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke gevallen die een bijzonder onderzoek vergen*

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van het vorige hoofdstuk wordt er verzaakt aan terugvordering voor het volledig onverschuldigd bedrag, ongeacht de hoogte van het gezinsinkomen, wanneer dit onverschuldigd bedrag het gevolg is van een onterechte onderwerping aan de sector uitkeringen van een gerechtigde, die te goeder trouw is. Indien de gerechtigde in het kader van een andere regeling of van een andere wetgeving voor dezelfde periode rechten op prestaties kan doen

qui excède le montant de ces prestations, déduction faite des retenues sociales et fiscales.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

Art. 10. Lorsque le titulaire a bénéficié d'une indemnité non réduite en attendant le versement d'un autre avantage, tel que indemnité de rupture payée par le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise, indemnité pour accident de travail ou maladie professionnelle, et lorsque la mutualité subrogée au titulaire a reçu un versement correspondant à l'intégralité du montant net des arrérages dus au titulaire, il est renoncé à la partie de l'indu qui correspond au solde, à savoir la différence entre le montant des indemnités payées par la mutualité pour la période concernée et le montant net des arrérages versés à la mutualité. Cette renonciation est accordée indépendamment de toute condition de revenu.

La limitation visée à l'article 3, 1° n'est pas applicable dans un tel cas.

CHAPITRE IV. — *Traitement du dossier, procédure*

Art. 11. Le dossier transmis par l'organisme assureur au Comité de gestion comprend en règle générale deux parties : la première est relative aux éléments susceptibles d'établir la bonne foi ou la mauvaise foi de l'assuré social et la seconde a trait aux revenus du ménage du titulaire, établis sur base de documents de preuve déterminés par voie de circulaire.

Le dossier se rapportant au cas visé à l'article 9 comporte d'une part les éléments relatifs à la bonne foi du titulaire et d'autre part, toutes les indications utiles au sujet de l'assujettissement erroné ainsi qu'à la situation de l'assuré social qui en résulte à l'égard d'autres régimes ou législations.

Le dossier introduit pour un cas visé à l'article 10 doit comporter toutes les indications utiles relatives à la récupération qui a pu être obtenue par l'organisme assureur auprès du tiers débiteur, par voie de subrogation. Ces cas peuvent également être communiqués par voie de procédure simplifiée dont les modalités auront été approuvées par le Comité de gestion.

Art. 12. Lorsque le Comité de gestion décide, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, de rejeter la demande de renonciation, le Service notifie cette décision à l'assuré social dans le meilleur délai, par envoi recommandé et avec les mentions énumérées à l'article 14 de la charte de l'assuré social; le Service adresse une copie de cette notification à l'organisme assureur.

Art. 13. Lorsque le Comité de gestion estime, sur base de l'avis rendu par le Service des indemnités, qu'une renonciation, fût-elle partielle, peut être prise en considération sur base des éléments figurant au dossier, le Service transmet le dossier sans délai au Service du contrôle administratif de l'Institut.

Après un délai de six mois à dater de la communication du dossier et en l'absence de toute observation, correction ou rectification apportée par le Service du contrôle administratif au sujet des éléments constituant le dossier de renonciation, une décision de renonciation est notifiée par le Service des indemnités suivant les modalités déterminées à l'article 12. Dans le cas contraire, le dossier est à nouveau soumis au Comité de gestion avec les remarques et constatations du Service du contrôle administratif.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 14. Le présent règlement produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 et s'applique aux indemnités indûment payées depuis cette date.

Toutefois, le délai de trois mois visé à l'article 1^{er}, alinéa 2, ne prend cours qu'à partir de la date à laquelle le présent règlement est publié au *Moniteur belge*.

Le Président,
W. Beirnaert.

Le Fonctionnaire dirigeant,
P. De Milt.

gelden, wordt de verzaking aan terugvordering slechts toegekend voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat het bedrag van die prestaties overschrijdt, na aftrek van de sociale en fiscale inhoudingen.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

Art. 10. Wanneer de gerechtigde, in afwachting van de betaling van een ander voordeel, een niet verminderde uitkering heeft ontvangen, zoals een verbrekingsvergoeding toegekend door het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, een vergoeding wegens arbeidsongeval of beroepsziekte, en wanneer het ziekenfonds dat in de plaats is getreden van de gerechtigde een betaling ontvangen heeft, die overeenstemt met het volledig nettobedrag van de achterstallen die aan de gerechtigde verschuldigd zijn, wordt er verzaakt aan terugvordering voor het gedeelte van het onverschuldigde bedrag dat overeenstemt met het saldo, namelijk het verschil tussen het bedrag aan uitkeringen betaald door het ziekenfonds over de betrokken periode en het nettobedrag van de achterstallen, betaald aan het ziekenfonds. Deze verzaking aan terugvordering wordt toegekend zonder enige inkomensvoorwaarde.

Het grensbedrag bedoeld in artikel 3, 1° is niet van toepassing in dergelijk geval.

HOOFDSTUK IV. — *Behandeling van het dossier, procedure*

Art. 11. Het dossier dat door de verzekeringsinstelling aan het Beheerscomité wordt bezorgd, omvat gewoonlijk twee delen : het eerste betreft de gegevens die van aard zijn de goede trouw van de sociaal verzekerde te bewijzen en het tweede betreft het gezinsinkomen van de gerechtigde, dat wordt vastgesteld op basis van de bewijsdocumenten, welke per omzendbrief worden bepaald.

Het dossier betreffende de in artikel 9 bedoelde situatie omvat enerzijds de gegevens omtrent de goede trouw van de gerechtigde en anderzijds alle nuttige aanwijzingen in verband met de verkeerde onderwerping en met de situatie van de sociaal verzekerde die eruit voortvloeit, ten opzichte van andere regelingen of wetgevingen.

Het dossier dat wordt ingediend voor de situatie bedoeld in artikel 10, moet alle nuttige aanwijzingen bevatten betreffende de terugvordering, welke via subrogatie door de verzekeringsinstelling bij de derde-schuldenaar kon worden bekomen. Deze dossiers kunnen eveneens meegedeeld worden via een vereenvoudigde procedure volgens de modaliteiten die goedgekeurd zullen worden door het Beheerscomité.

Art. 12. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, beslist de aanvraag tot afstand te verwerpen, wordt die beslissing zo snel mogelijk, per aangetekende zending en met de vermeldingen opgesomd in artikel 14 van het handvest van de sociaal verzekerde, door de Dienst aan de sociaal verzekerde betekend; de Dienst stuurt een kopie van deze kennisgeving aan de verzekeringsinstelling.

Art. 13. Wanneer het Beheerscomité, op basis van het advies geformuleerd door de Dienst voor uitkeringen, meent dat een verzaking, zij het een gedeeltelijke, op basis van de dossiergegevens in overweging kan worden genomen, bezorgt de Dienst het dossier onverwijld aan de Dienst voor administratieve controle van het Instituut.

Na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de mededeling van het dossier en bij ontstentenis van enige bemerking, verbetering of rechtzetting aangebracht door de Dienst voor administratieve controle in verband met de gegevens in het dossier, wordt volgens de modaliteiten bepaald in artikel 12 kennisgegeven van een beslissing tot verzaking aan terugvordering door de Dienst voor uitkeringen. In het tegengestelde geval wordt het dossier opnieuw aan het Beheerscomité voorgelegd met de bemerkingen en vaststellingen van de Dienst voor administratieve controle.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 14. Deze verordening heeft uitwerking vanaf 1 januari 1997 en is van toepassing op de uitkeringen die vanaf die datum ten onrechte werden uitbetaald.

De termijn van drie maanden bedoeld in artikel 1, tweede lid, vangt evenwel pas aan vanaf de datum van publicatie van deze verordening in het *Belgisch Staatsblad*.

De Voorzitter,
W. Beirnaert.

De Leidend ambtenaar,
P. De Milt.